

Unité départementale de la Vendée
53 rue de Verdun (adresse provisoire)
85000 La Roche sur Yon
Mél : ud85.dreal-paysdelaloire@developpement-
durable.gouv.fr

La Roche sur Yon, le 11 juillet 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/05/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GEVAL

Lieu-dit La Vergne
85670 GRAND LANDES

Références : D 22.0301

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/05/2022 dans l'établissement GEVAL implanté Lieu-dit La Vergne 85670 GRAND LANDES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GEVAL
- Lieu-dit La Vergne 85670 GRAND LANDES
- Code AIOT dans GUN : 0006303878
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

L'écosite de la Mélitée est une installation de stockage de déchets non dangereux et une plateforme de tri/transit de déchets de mobiliers ménagers exploitée par la société GEVAL (filiale de Veolia). Elle bénéficie d'un arrêté préfectoral du 14/04/2020 pour un renouvellement et réhausse des zones d'enfouissement jusqu'au 31/12/2032.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Condition de rejets d'effluents aqueux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Surveillance des rejets de lixiviats traités	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 23	/	Sans objet
Étude technico-économique sur les rejets de lixiviats traités	Arrêté Préfectoral du 14/04/2020, article 2.6	/	Sans objet
Campagne complémentaire RSDE	Arrêté Préfectoral du 14/04/2020, article 2.8.3	/	Sans objet
GIDAF	Arrêté Préfectoral du 14/04/2020, article 1.4.6	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a principalement porté sur les conditions de rejets des lixiviats traités. L'exploitant a transmis une étude technico-économique sur le traitement de ses lixiviats et une synthèse des campagnes d'analyses dites « RSDE ». Ces éléments ne permettent pas de conclure et nécessitent un complément de la part de l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Surveillance des rejets de lixiviats traités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 23
Thème(s) : Risques chroniques, eau
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets. Ce programme est détaillé dans l'arrêté préfectoral d'autorisation. Il comprend au minimum le contrôle des lixiviats, des rejets gazeux et des eaux de ruissellement, selon les modalités définies en annexe II. Les résultats des mesures sont transmis à l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté, accompagnés des informations sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées, selon une fréquence déterminée par l'arrêté préfectoral d'autorisation. (...)
Constats : Dans le cadre d'un contrôle mandaté par la DDPP faisant suite à la réquisition de l'installation de stockage pour l'admission de cadavres avicoles, des prélèvements et analyses ont été effectués par le laboratoire LEAV le 04/05/2022. L'analyse n°L.2022.13437-2-2 montre des valeurs élevées sur certains des paramètres mesurés (12070 µS/cm en conductivité et 729,10 mg/l pour l'azote global), avec toutefois une concentration en COT de 39 mg/l. Les lixiviats traités prélevés en sortie de la pompe des rejets finaux ne provenaient pas du casier D22 ayant réceptionné des cadavres. L'exploitant ayant indiqué que le débit était de 63 m3/j, le flux d'azote rejeté était donc de 46 kg/j. À ce titre, l'arrêté ministériel du 15/02/2016 fixe un seuil de rejet en azote de 30 mg/l si le flux dépasse les 50 kg/j. Bien que le seuil ne soit pas dépassé, le flux de rejet atteint presque la limite fixée par cet arrêté. Pour mémoire, l'exploitant avait effectué en 2017 une étude par Burgeap portant sur l'impact des rejets sur le milieu naturel ; cette étude avait retenu une moyenne mensuelle interannuelle de 296,25 mg/l en azote sur la période 2009 à 2016 (mois de mai). De plus, avec une période en mai 2022 particulièrement sèche, le milieu récepteur a pu subir un impact avec ces rejets. L'exploitant doit donc vérifier que les conclusions de son étude de 2017 restent en vigueur compte tenu de l'évolution des concentrations relevées et d'un niveau de pluviométrie assez faible (notamment le taux de contribution de l'ISDND sur la Logne en période sèche – ce taux était de 7,8 % au mois de mai dans l'étude Burgeap).
Observations : L'arrêté préfectoral n'impose pas un suivi dans le milieu récepteur (ruisseau de Villeneuve ou de la Logne). Le LEAV a effectué une analyse en amont et en aval du fossé se rejetant dans le ruisseau de Villeneuve. La concentration mesurée en azote global était de 4,26 mg/l en amont et de 146,70 mg/l en aval. Des écarts de concentrations avaient également été relevés dans l'étude Burgeap de 2017. Une surveillance du milieu récepteur sur les paramètres azotés serait pertinente afin de vérifier l'impact milieu des rejets. L'exploitant proposera un programme de surveillance amont/aval du rejet.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Étude technico-économique sur les rejets de lixiviats traités

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2020, article 2.6
Thème(s) : Risques chroniques, eau
Prescription contrôlée : Article 2.6 - Étude technico-économique sur les rejets de lixiviats traités L'exploitant réalise et transmet à l'inspection une étude technico-économique sous 6 mois sur les modalités alternatives de traitement et de rejet de ces lixiviats en période d'étiage compte tenu des problèmes de compatibilité milieu. L'étude devra prendre en compte les valeurs limites et les fréquences de surveillance applicables aux rejets de lixiviats traités contenues dans la décision d'exécution (UE) 2018/1147 de la commission du 10 août 2018 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour le traitement des déchets.
Constats : L'exploitant a transmis par courriel le 13/10/2020 l'étude technico-économique imposée à l'article 2.6 de l'arrêté préfectoral. Cette étude rappelle les dispositions mises en place depuis

l'étude précédente de 2017 faite par Burgeap. Elle se compare également aux meilleures techniques disponibles issues du document européen du 10/08/2018.

Cette étude traite des choix techniques alternatifs à la situation actuelle, mais uniquement sur la période de juin à septembre. Elle ne répond pas à la prescription demandée qui vise à examiner les mesures alternatives en période d'étiage pouvant survenir à d'autres périodes de l'année. Pour rappel, l'interdiction de rejet de lixiviats du mois de juin à septembre perdure et ne rend pas nécessaire une comparaison des coûts de traitement sur cette période.

Observations : L'étude transmise doit être affinée avec d'autres éléments non communiqués, comme une compilation des informations existantes sur les débits d'étiage des cours d'eau récepteur à différentes périodes de l'année.

Au final, en fonction des périodes de l'année, l'exploitant pourra par exemple proposer une modulation des débits rejetés, ou des reports de rejet selon les concentrations de certains polluants, etc.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Campagne complémentaire RSDE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2020, article 2.8.3

Thème(s) : Risques chroniques, eau

Prescription contrôlée :

(...)

Sur une période d'un an, l'exploitant réalise une surveillance complémentaire trimestrielle portant sur les autres substances dangereuses visées au paragraphe 3 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 15/02/2016. Il remet à l'inspection ses conclusions accompagnées d'un programme de surveillance mis à jour portant sur ces autres substances dangereuses.

Constats : Dans un document du 10/05/2022 transmis en préfecture, l'exploitant a communiqué les analyses complémentaires imposées par son arrêté préfectoral, en vue de re-définir un programme de surveillance de ses rejets aqueux tenant compte de la recherche d'autres substances dangereuses visées au paragraphe 3 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 15/02/2016. Il en a conclu de ne maintenir que le suivi de l'arsenic dans les analyses.

Pour répondre à cette prescription, l'exploitant a bien effectué 4 analyses d'octobre 2020 à février 2022 en s'appuyant sur les laboratoires IRH et EUROFINS.

Toutefois, avant de valider cette proposition de suivi, l'inspection a rappelé lors de la visite de la nécessité de reprendre dans un tableau de synthèse l'ensemble des paramètres polluants, y compris les macro-polluants, où seraient affichés les valeurs des campagnes d'autosurveillance et celles complémentaires RSDE, les valeurs limites de l'arrêté préfectoral - de l'arrêté ministériel - des guides MTD en vigueur, et les fréquences de surveillance retenues.

L'exploitant indique pour l'ensemble des substances (quelle que soit la « famille » concernée), si elles sont susceptibles d'être présentes ou non dans ses rejets, justifie et argumente le positionnement adopté, et le cas échéant quantifie la présence des substances en concentration et en flux (en considérant les maxima, hors situation accidentelle) et apprécie la situation de conformité au regard des valeurs limites. Un tableau de positionnement portant sur l'ensemble des substances polluantes sera à remplir et à retourner à l'inspection en complément du positionnement.

Dès lors que la substance est quantifiée ($> LQ$), l'exploitant devra s'interroger sur la surveillance à adopter. Si le flux d'une substance rejetée par l'exploitant dépasse le seuil imposant une VLE alors la surveillance est effectuée à une fréquence définie entre l'exploitant et l'inspecteur (surveillance nécessaire afin de vérifier le respect de la VLE). Si le flux est important, en particulier au regard du milieu, ou les niveaux d'émissions proches de la VLE, une auto-surveillance renforcée sera mise en œuvre.

Par ailleurs, l'exploitant ne précise rien sur les « Autre polluant spécifique de l'état écologique à l'origine d'un impact local » et leurs normes de qualité environnementale (NQE).

Un complément au dossier transmis en préfecture la 10/05/2022 est attendu pour lever ce constat.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2020, article 1.4.6
--

Thème(s) : Risques chroniques, autosurveillance eau
--

Prescription contrôlée :

(...)

Conformément à l'arrêté ministériel du 28/04/2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement (GIDAF), sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées dans le présent arrêté sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'Inspection des Installations Classées ou au préfet.

Constats : Les données renseignées dans GIDAF sont incomplètes. L'exploitant a saisi les données jusqu'à fin 2021 et a pris du retard dans la saisie portant sur l'année 2022.

Ces données d'autosurveillance auraient permis de faire une comparaison avec les analyses effectuées par le LEAV.

L'exploitant doit mettre à jour dans les meilleurs délais les données dans l'application GIDAF.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet
